



©DR

« La culture à l'école pour améliorer le bien-être des élèves et réduire les inégalités »

GÉRALD VANBELLINGEN ET CHRISTIAN CARPENTIER

Bien-être, culture et arts à l'école, nouveau tronc commun, impact de la pandémie, nouveaux rythmes scolaires, grogne des enseignants ou encore accords de la Saint-Boniface... Bénédicte Linard (Écolo), vice-présidente du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en charge de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes évoque pour Entrées Libres les dossiers chauds dans l'enseignement. Dont les liens entre le bien-être et la culture qui lui sont chers...

Le Covid a eu de multiples effets, notamment sur le bien-être des élèves comme l'ont relayé des logopèdes ou les centres PMS. Quels efforts sont prévus pour limiter cet impact ?

« L'impact de la crise sur la santé mentale des élèves est réel. La matière relève des Régions, on n'a pas de prise. La stratégie de notre gouvernement a consisté à maintenir au maximum les écoles ouvertes, tout comme les activités en extérieur. Mais ça n'a pas toujours été possible. À mon niveau, c'est via l'ONE et les PSE - les services de promotion de la santé à l'école en première ligne pour la détection de maladies mais aussi en termes de bien-être à l'école - qu'on a tenté d'apporter une réponse. Avec notamment la mise en place d'un groupe de travail qui réunit autour de l'ONE tous les professionnels qui encadrent les enfants pour dégager une réponse collective aux questions de santé mentale des 0-18 ans. »

En fait-on assez pour renforcer la culture, les arts ou l'éducation aux médias dans les écoles ?

« La culture est fondamentale dans une vie. C'est aussi prendre le temps de rencontrer une œuvre, de se questionner, de mettre des mots sur des choses qu'on vit, qu'on ressent. Cela participe au développement, tant au niveau individuel que collectif. On doit pouvoir augmenter sa place à l'école. C'est d'ailleurs un des objectifs poursuivis par le PECA (Parcours d'éducation culturelle et artistique). Avec l'idée que chaque enfant ait pu bénéficier d'au moins un lien avec la culture dans son parcours scolaire. On avance petit à petit, malgré les barrières financières dans les familles, les barrières symboliques aussi. La culture a parfois un côté un peu élitiste. Mais ce n'est pas que l'opéra ou le théâtre pointu, c'est aussi le slam, le hip-hop, le street art, etc. En l'implantant dès le plus jeune âge, on parviendra à lever ces barrières symboliques. Et on participera à réduire les inégalités. »

Et pour l'éducation aux médias ?

« Ce n'est qu'un renforcement d'une des missions de base de l'école. Le but reste de développer l'esprit critique des élèves, mais sur des supports différents qu'on n'avait pas il y a dix ou vingt ans. Ça permet aussi aux élèves ou aux profs de mieux comprendre des outils qui font partie de

la vie quotidienne et qui amènent parfois du stress grandissant – comme dans le cas du cyber-harcèlement. Et ici, dans un contexte de désinformation et du tout au numérique, cette éducation aux médias prend une dimension plus importante encore. »

Budgétairement, est-ce viable ?

« Les aides seront progressives, avec notamment 6 millions d'euros de plus à l'horizon 2029. Et pour la rentrée de septembre, les 74 musées de la FWB seront gratuits tous les jours, pour tous les groupes scolaires. Certains le font déjà, mais l'idée c'est de mettre des budgets supplémentaires pour que tous les musées le fassent. En contrepartie, on demande qu'une démarche pédagogique soit mise en place. C'est un peu le fil rouge de mes politiques culturelles avec des bienfaits potentiels importants et pas qu'au niveau scolaire. »



RYTHMES SCOLAIRES

« Attendre une année de plus n'aurait rien résolu »

Les nouveaux rythmes scolaires verront le jour en septembre. En quoi était-il important qu'ils soient en place dès cette rentrée 2022 ?

« L'école joue un rôle fondamental dans le développement des enfants mais aussi dans la lutte contre les inégalités. Avec ces nouveaux rythmes scolaires, qui vont mieux respecter le rythme chronobiologique des enfants tout en réduisant un peu la durée des vacances d'été, on va encore diminuer les inégalités scolaires et donc sociales. Pour les élèves les plus fragiles par rapport aux apprentissages, au plus les vacances sont longues et au plus les risques de pertes d'apprentissages ou de redémarrage difficile sont importants. Remanier ces rythmes s'avère donc très bénéfique pour les élèves. Les enseignants, eux, y gagneront un temps de repos un peu meilleur pendant l'année. Mais on est conscients que ce changement n'est pas



évident pour tout le monde, surtout par rapport à l'accueil des enfants pendant les congés, la question des animateurs, des parents qui ont des enfants dans l'enseignement néerlandophone ou encore des mouvements de jeunesse... »

L'enseignement supérieur doit-il suivre la manoeuvre, pour aider partiellement à résoudre cela ?

« Il s'empare de la question, j'en suis très heureuse. Le plus vite sera le mieux, même si je ne pense pas que ce sera effectif pour l'année prochaine. En attendant, on reste très attentifs vis-à-vis des difficultés engendrées par la réforme. Par exemple avec un budget supplémentaire dégagé pour l'organisation des plaines de vacances, un travail avec les mouvements de jeunesse pour voir comment les soutenir au mieux, mais aussi avec d'autres acteurs – comme les communes – qui pourraient apporter des réponses. »

La réforme est dans les cartons depuis 30 ans, n'aurait-on finalement pas pu attendre un an de plus pour régler ces difficultés ?

« Je continue à croire en cette réforme attendue depuis 30 ans et donc à soutenir la ministre, Caroline Désir (PS). Attendre une année de plus n'aurait rien changé aux problèmes. À un moment donné il ne faut pas oublier que c'est au bénéfice de plus de 900.000 enfants, sans compter les encadrants (enseignants, directions, extrascolaires)... »

Au risque de surcharger encore les enseignants, avec de surcroît le tronc commun à mettre en oeuvre ?

« On est attentifs à la charge des réformes qui repose sur les enseignants et directions, notamment dans le fondamental. On a d'ailleurs pris des mesures de report sur certaines réformes ce qui signifie qu'on est attentifs à ce que tout ne se mette pas en place en même temps. Mais en même temps, l'école évolue dans un monde qui est le même que pour nous tous. Un monde en évolution constante et avec de nombreux défis. Je pense donc que l'école doit pouvoir être revue dans certains aspects pour accompagner cette évolution. »



« Travailler à un **renforcement des synergies** entres réseaux »

Un arrêt de la Cour constitutionnelle laisse au gouvernement jusqu'à la fin de cette année pour garantir à l'enseignement libre 75% des moyens dont dispose WBE, contre aux alentours de 50% actuellement. Comment y arriver ? En augmentant les moyens du libre ou en diminuant ceux de WBE ?

« En tant qu'écologiste, je suis attachée à une solution pérenne, un système plus sain. On ne va pas pouvoir augmenter les budgets de tout le monde. En revanche, on devrait tenir compte des équilibres issus du Pacte scolaire (100% - 75%). Ensuite, on doit tenir compte de l'augmentation des coûts de fonctionnement pour les écoles, liés au Covid et à l'énergie. Enfin, comme le prévoient les accords de la Saint-Boniface, il faudrait lier les frais de fonctionnement des écoles à des avancées en matière d'accessibilité. Pour tenir compte des progrès

réalisés en termes de gratuité pour prendre un exemple extrême. Ce sont les trois lignes directrices de la réflexion globale d'Ecolo : répartition et équilibre, gestion des coûts de fonctionnement et accessibilité de l'enseignement. »

Que penser de la proposition des Engagés, sur un réseau unique ?

« Faire des grandes annonces, c'est facile. Peut-être qu'un jour on y arrivera, mais avant cela, il y a aura peut-être mille étapes intermédiaires. Aujourd'hui, on fait en sorte que les réseaux différents puissent travailler et être soutenus dans beaucoup plus de mutualisation, de travail en commun, de partenariats, etc. Et c'est comme ça qu'on doit évoluer : vers un renforcement des synergies entre deux acteurs différents qui visent un objectif commun. Avec leurs spécificités propres, mais avec le bien-être et les intérêts de l'enfant comme priorités. »

« On a retenu les **leçons du Covid** »

La pandémie a frappé le monde de l'enseignement à plusieurs reprises. A-t-on retenu les leçons de ces vagues successives ?

« Tout n'était certainement pas parfait, mais on a évolué dans le bon sens. Pendant le premier confinement, tout était fermé, y compris les écoles. Ce qui a fait peser une très lourde charge sur le monde de l'enseignement. Lors du deuxième confinement, on a concentré nos efforts pour que les écoles ne ferment plus. Ce qui a permis d'assurer une continuité dans l'apprentissage, de maintenir les liens à l'école et contribué à limiter l'impact de la crise sur la santé mentale. »

Les écoles sont-elles prêtes en cas de retour de la pandémie ?

« Tout a bien évolué, tant au niveau des PSE que de la façon de gérer les cas dans les écoles. Même si ça a été très compliqué pour

les enseignants et un véritable casse-tête pour les directions. Donc oui, on a retenu les leçons et on pourra mieux faire face. En se rappelant aussi que les gestes barrières, le port du masque et l'aération sont nos meilleures barrières face au virus à l'école. Mais il ne faut pas se leurrer. Si on se trouve à un moment donné face à une nouvelle vague qui touche l'ensemble de la Belgique, on pourra limiter l'impact sur les écoles mais pas les isoler pour autant. »

L'enseignement hybride ou co-modal a été utilisé en urgence comme solution face à la crise, doit-il se poursuivre ?

« J'ai beaucoup d'empathie pour les enseignants qui se sont retrouvés à devoir inventer eux aussi des solutions inédites sur le terrain, surtout qu'il était plus facile à mettre en place dans le supérieur que dans le primaire par exemple. Il n'était pas parfait, mais l'enseignement hybride a eu le mérite d'exister, de maintenir un lien, de poursuivre l'apprentissage. Je suis plus partagée sur son maintien. Le lien présentiel est fondamental pour les apprentissages. Avec certains élèves qui en ont bien plus besoin que d'autres. Les outils numériques peuvent aussi apporter un plus à l'enseignement en présentiel, c'est une certitude. Mais il serait intéressant que ce ne soit pas des tentatives isolées. Raison pour laquelle il est à mon sens important de former les enseignants à ce niveau, pour leur donner des outils qui vont leur permettre de davantage ancrer les apprentissages dans l'air du temps. » ■

« Renommer le projet d'évaluation des enseignants pour qu'il soit mieux compris »

En tant qu'ancienne prof, comprenez-vous la colère actuelles des enseignants ? Que soutenez-vous dans leurs revendications ?

« Je ne suis pas dans les négociations mais on doit entendre les difficultés de terrain, parfois fort variables. Enseignants et directions ont énormément souffert en fin d'année 2021. Je comprends qu'à un moment, ils soient à bout. Mais il faut aussi savoir leur expliquer les choses. Prenez le projet d'évaluation. Cela existe partout. C'est un dialogue. Pas mal de détracteurs mettent le focus sur la sanction. Mais ce n'est pas sa partie principale. Elles ne sont prévues que dans des cas de récidives ou de manquements fondamentaux. Pendant mes années de prof, j'aurais été ravie d'avoir un avis extérieur sur mon travail, de voir ce que je faisais bien, de discuter de ce que je pourrais améliorer, d'avoir des conseils, etc. C'est exactement ce qui se cache derrière le mot évaluation. Ce projet a donc pour moi énormément de sens. Même s'il faudrait sans doute changer son nom. »

Les autres revendications sont-elles réalisables dans un contexte d'endettement accru de la Communauté française ? Ne risque-t-on pas de faire face à une cure d'austérité après les élections de 2024 ?

« La question est présente à tous les étages de la Belgique. On n'aurait pas pu faire autrement que de faire face au Covid ou aux inondations. Et en Fédération Wallonie-Bruxelles, à aucun moment on n'a décidé de faire des économies. On a maintenu les budgets pour soutenir les secteurs qui dépendent de nous, en gardant en tête que d'investir dans l'humain, ce ne sera jamais une dépense. Pour le moment, on ne sait pas faire d'économies. Au contraire, on a augmenté les investissements pour le secteur de la petite enfance, pour le supérieur ou pour le Pacte d'excellence. Des investissements importants mais nécessaires. »

Est-ce tenable à moyen terme ?

« Le cadre budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles est très particulier. On a très peu de marge tant en dépenses (majoritairement les salaires) qu'en recettes car on n'a pas de capacités fiscales. On ne sait donc pas travailler sur les recettes, mais on peut en revanche orienter les dépenses en fonction des priorités, se demander comment mettre les curseurs. Le tout en tenant compte des masses salariales importantes : avec 9 milliards pour l'enseignement global par exemple... »

La régionalisation de l'enseignement aurait-elle du sens vis-à-vis des leviers fiscaux des Régions ?

« À ce stade, il me paraît compliqué d'envisager qu'il y ait trois façons d'envisager l'enseignement sur notre 'immense territoire' qu'est la Belgique. Alors avoir des synergies et des mutualisations, il le faut et pas qu'au niveau des coûts – ce qui existe déjà. Mais je ne suis pas sûre que la régionalisation va régler le problème. »

« Je n'aurais aucun souci à redevenir prof, j'adorais ça ! »

Avant d'entrer en politique, Bénédicte Linard a passé pas mal de temps à l'Institut des Sœurs de Notre-Dame d'Anderlecht. Car si elle y a vécu une scolarité qu'elle qualifie de « classique », elle y est revenue par après en tant que prof de français pendant 6 ans !

« Dès la 4^e secondaire, je savais que je voulais être prof de français car je me sentais bien à l'école. Et j'avais eu la chance d'avoir des enseignants très porteurs et motivés, comme ma prof d'anglais, Madame Dumas, qui était tellement pédagogue et bienveillante avec ses classes que je me suis dit qu'il fallait que j'applique les mêmes principes avec mes élèves »,



©DR

explique-t-elle. « Pour que chaque élève se sente respecté pour ce qu'il est tout en l'amenant vers les compétences à acquérir. Pourquoi le cours de français en particulier ? Parce qu'on peut véritablement s'ancrer dans les défis sociétaux, en faisant des liens avec l'actualité. Sans oublier que la littérature m'a toujours passionnée, même si dans le supérieur j'ai plutôt opté pour la linguistique. »

Une tranche de vie dont cette ancienne patronnée – qui avait pour totem Phalanger (un marsupial) et pour quali « Au four et au moulin » puis chez les louveteaux Chikai – garde d'excellents souvenirs. « Je n'aurais aucun

souci à redevenir prof car j'adorais ça. Parfois mes élèves me manquent, je suis d'ailleurs restée en contact avec beaucoup via les réseaux sociaux. Et mon parcours d'enseignante ne s'arrêterait pas à ce qui se passait dans la classe car j'étais très engagée dans beaucoup de choses : le voyage des 4^e secondaire, le groupe des enseignants qui travaillait à la solidarité dans l'école... Comme quand j'étais élève où je suis passée de déléguée de classe à représentante des élèves du 3^e degré puis à vice-présidente de la FEF. Si j'ai tout de même quitté l'enseignement, c'est aussi parce que je suis persuadée que porter son engagement à un endroit c'est important, mais le porter ailleurs au fur et à mesure du temps, ça l'est tout autant. Je n'ai d'ailleurs jamais fait un job plus de 5 ou 6 ans, la vie est courte... », conclut Bénédicte Linard. ■

Retrouvez notre séquence « 3 questions à Bénédicte Linard » en vidéo sur la chaîne YouTube du SeGEC : <https://bit.ly/3tapsq0>

